

*La Constitution*

• (2140)

Il ne fait aucun doute que les gens de Cariboo—Chilcotin croient que le Sénat, tel que constitué actuellement, est inacceptable. Qu'on l'abolisse ou qu'on le réforme, m'ont-ils dit, mais il faut le changer. Tandis que nous y sommes, ils ont dit qu'on pourrait apporter quelque changement à la Chambre des communes également, pour y réduire le sectarisme politique et y tenir davantage de votes libres. Nos institutions gouvernementales doivent faire en sorte qu'on s'occupe mieux des besoins et des intérêts de toutes les régions.

Malheureusement, quand il s'est agi de discuter de certaines questions, comme la réforme du Sénat et la société distincte, certains dans ma circonscription ont manifesté de l'exaspération. Comme on l'écrivait dans un éditorial: «La question du Québec et les autres questions constitutionnelles sont tout simplement trop éloignées des intérêts de Cariboo pour que les gens d'ici les prennent au sérieux.»

S'il est une question dans tout ce débat constitutionnel qui nous touche dans notre circonscription, c'est bien celle des premiers habitants du Canada. La population de Cariboo—Chilcotin se compose en effet de près de 20 p. 100 d'autochtones, représentant 32 bandes différentes. Dans certaines localités, les autochtones forment la majorité. Ce sont les habitants de ces localités qui devront s'accommoder des solutions que nous inventons, et leur coopération contribuera à faire fonctionner le processus.

La plupart s'accordaient pour dire que l'autonomie gouvernementale était à la fois souhaitable et nécessaire. Comme c'est le cas pour le Québec, l'autonomie est conditionnelle. Elle doit se réaliser elle aussi à l'intérieur du Canada. Comme l'a dit un de mes électeurs, «l'autonomie gouvernementale des autochtones doit comporter à la fois des droits et des responsabilités, et son exercice doit être limité à l'intérieur du système global canadien».

La situation telle qu'elle existe présentement est inacceptable aux autochtones aussi bien qu'aux non-autochtones. On dépend d'un système trop paternaliste. C'est un système qui mine notre indépendance économique, sociale et culturelle et que les autochtones et les non-autochtones veulent voir disparaître.

Il ne fait guère de doute dans mon esprit que tous les participants aux rencontres ont fini par comprendre que ce processus n'est pas simple. Peu ne seraient pas d'accord sur la nécessité de trouver une solution unificatrice. Les gens sont fiers d'être Canadiens. Finalement, c'est ce qui nous a aidés à déborder les sources de mécontentement et à entreprendre de chercher des solutions constructives.

Quelques jours après une séance particulièrement orageuse, un maire me disait: «Sincèrement, ce qui s'est dit l'autre jour m'embarrasse. Je me rends compte que nous avons laissé les sources d'irritation entraver la présentation de solutions constructives. Je sais que, quand vous retournerez à Ottawa, vous allez devoir faire mieux que cela. J'espère que vous transcenderez la colère exprimée, que vous vous souviendrez que nous aimons notre pays et que vous ferez le nécessaire pour que nous restions unis.»

Il me semble évident que les gens de Cariboo veulent que le Canada reste uni, qu'il reste un pays fondamentalement juste et assez sage pour reconnaître ses différences, différences qui peuvent nous rendre plus forts. Voilà le Canada dont les citoyens de Cariboo veulent faire partie.

De nombreux habitants de Cariboo partagent le point de vue que j'ai exprimé ce soir à la Chambre. Bon nombre ont dû se retrouver dans ce que j'ai dit. Je voudrais en terminant rapporter les paroles d'une des personnes de Cariboo parmi les plus âgées et probablement les plus sages: «Être Canadien, disait-elle, devrait nous remplir de fierté. Et ce devrait être quelque chose que nous mettons en pratique.»

**M. Murray W. Dorin (Edmonton-Nord-Ouest):** Madame la Présidente, j'ai l'honneur d'intervenir ce soir pour exprimer à la Chambre des communes du Canada l'opinion des habitants de la circonscription d'Edmonton-Nord-Ouest. À l'instar de mes collègues de toutes les régions du pays, j'ai reçu des milliers de lettres d'électeurs qui s'inquiètent de l'unité du Canada. J'ai reçu des lettres de personnes âgées qui ont bâti ce pays, d'anciens combattants qui ont défendu nos institutions démocratiques, d'étudiants qui hériteront de ce pays, ainsi que de gens d'affaires et de citoyens de toutes les couches de la société.

Bon nombre de mes électeurs ont peur que le pays n'éclate à cause de nos différences. Un grand nombre d'entre eux expriment leur colère devant l'incapacité des élus, de tous les niveaux d'administration publique, de régler certains problèmes très graves.

Tous les députés savent que les Canadiens veulent connaître les faits afin de pouvoir se prononcer sur d'importantes questions. Ils ne veulent plus entendre de messages ambigus, ni les vieilles rengaines.

En général, mes électeurs m'ont avoué ne plus avoir confiance dans les vieilles formules de réforme constitutionnelle. Elles étaient peut-être bonnes du temps de sir John A. Macdonald en 1867 et même de Pierre Trudeau en 1982. Toutefois, en 1992, les Canadiens veulent être consultés sur les questions relatives à l'économie et à la Constitution.